

**BORDEREAU DE VERSEMENT AUX
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DU DOUBS**

Intitulé du service versant :

Département du Doubs

Direction des routes, des infrastructures et des transports (DRIT)

Service des transports scolaires

N° de versement : 2425W

Métrage : 8ML

Date du versement :

20/06/2017

Exemplaire destiné au service versant

Exemplaire destiné aux Archives

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Introduction Les premiers ramassages scolaires du département du Doubs ont été créés en 1961. Le Conseil général, lors de sa session de décembre 1967, a décidé de devenir l'organisateur des circuits de transports scolaires spéciaux créés en l'absence de service régulier. Un service départemental des transports scolaires (SDTS) a été créé à cet effet. Il est géré par une sous-commission du Conseil général, en relation avec les services compétents des Ponts-et-Chaussées. Les lois de décentralisation et la loi n°82-1153 d'orientation des transports scolaires dite loi LOTI du 30 décembre 1982, transfèrent la responsabilité de l'organisation des transports scolaires non urbains aux départements.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Sommaire			
1-3	Fonctionnement du service	1967-2015		
4-57	Activités	1967-2014		
58-73	Partenaires	1950-2010		
74-76	Usagers	1979-2013		
1-3	Fonctionnement du service	1967-2015		
1	Organisation générale : circulaires (1983-1985), rapports du Conseil général (1967-1968), notes (1969-2015), tableaux de prévisions budgétaires (1975-1988). Contient également un numéro spécial de <i>Vu du Doubs</i> « La décentralisation 15 mois après » (1983) et un numéro spécial de <i>La note mensuelle d'information de la Direction des transports terrestres</i> « Les transports scolaires » (1984).	1967-2015		
2	Communication : notes (2009-2012), conférence de presse relative au schéma départemental des transports (2009), flyers (s.d.), affiches publicitaires (s.d.), autocollants (s.d.), aimant-magnet (s.d.), n°175 de <i>Vu du Doubs</i> (2010), livret « Le Doubs à vélo » [2002], guides horaires (2001-2014), carte des trajets principaux des élèves lycéens demi-pensionnaires (2014).	2001-2014		
3	Qualité. - Audit sur l'offre de transports de voyageurs dans le Doubs, dossier de marché (2005-2006), réalisation de l'étude : rapport du comité de pilotage, rapport final, note sur les propositions envisagées (2006-2007). État des lieux du budget départemental des transports scolaires : rapport (2007).	2005-2007		
4-57	Activités	1967-2014		
4-47	Transports scolaires	1967-2014		
4-9	Programmation	1967-2014		
4-6	Commission spécialisée du service départemental du transport scolaire (SDTS) : procès-verbaux des réunions, rapports de l'ingénieur en chef de la Direction départementale de l'Équipement (DDE), documents de travail, correspondance.	1967-1993		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	La commission spécialisée du SDTS étudie les propositions d'établissement du plan départemental de ramassage scolaire et se prononce sur la recherche des exploitants des circuits. Elle assure également le contrôle de l'exploitation.			
4	1967-1980			
5	1983-1988			
6	1989-1993			
7-9	Autres réunions : procès-verbaux, documents de travail. Réunions de réflexion sur la mise en place des circuits avec des transporteurs, des élus départementaux ou des élus locaux.	2003-2014		
7	2003-2012			
8	2013			
9	2014			
10-11	Documents de synthèse	1980-2007		
10	Circuits : annuaires des circuits utilisés en fonction de la commune d'origine, fiches horaires des circuits.	1980-1997		
11	Règlements départementaux des transports scolaires : notes (1996-2007), comptes rendus de réunions (1996-2007), projets (1996-2007), règlements approuvés par l'assemblée délibérante (1996, 2000, 2001).	1996-2007		
12-20	Validation des circuits par la section spéciale chargée des affaires de ramassage scolaire du comité technique départemental des transports (CTDT) : procès-verbaux des séances, annexes, plans départementaux de ramassage scolaire établis par l'Inspection académique, tableaux des coûts annuels moyens par circuit. Le décret n°65-1063 du 7 décembre 1965 du ministère de l'Équipement et le décret n°73-462 du 4 mai 1973 du ministère des Transports relatifs à l'organisation des services spéciaux de transports publics routiers réservés aux élèves fixent les conditions de création ou de modification des circuits scolaires soumis à l'avis et à la validation de la section spéciale du comité technique départemental des transports et autorisés par arrêté préfectoral.	1971-1988		
12	1971			
13	1972			
14	1973			
15	1974-1975			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
16	1976-1977	1965-2014		
17	1978-1979			
18	1980-1981			
19	1982-1983			
20	1984-1988			
21-47	Mise en œuvre			
21-24	Contrats d'autorisation d'exploitation des lignes de transport scolaire Une fois la décision préfectorale intervenue, un contrat est passé entre l'organisateur (le Conseil général) et le transporteur. Ce contrat définit les droits et obligations de chaque partie. Il stipule le nombre de véhicule utilisé, l'itinéraire emprunté, le prix du service et le kilométrage. Les contrats sont classés par ordre chronologique, à la date de signature du contrat.			
21	1965-1974			
22	1975-1976			
23	1977-1979			
24	1980-1983	1984-1999		
25-39	Convention de délégation de service L'article 7-II de la loi LOTI du 30 décembre 1982 stipule que les transports scolaires sont assurés, soit en régie par une personne publique, soit par une entreprise ayant passé une convention avec l'autorité organisatrice compétente. Ces conventions sont réglementées par les dispositions du décret 84-322 du 3 mai 1984. Les conventions sont classées par ordre chronologique, à la date de prise d'effet de la convention.			
25	1984-1985			
26	1986			
27	1987			
28	1988			
29	1989			
30	1990			
31	1991-1992			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
32	1993	1999-2014		
33-37	1994			
	Suite à la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « loi Sapin » du ministère de l'Équipement, du logement et des transports relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, les délégations de service public sont soumises à une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes. Elle interdit, par ailleurs, la reconduction tacite des contrats.			
33	Conventions n°G0001-n°G0175			
34	Conventions n°S0001-n°S0079			
35	Conventions n°S0080-n°S0150			
36	Conventions n°S0151-n°S0256			
37	Conventions spécifiques pour le règlement d'un service organisé par les familles au profit des élèves internes.			
38	1995			
39	1996-1999			
40-46	Marchés publics de service de transport scolaire.			
40	1999-2002			
41	2003-2004			
42	2005-2007			
43	2008			
44	2009			
45	2010			
46	2011-2014			
47	Résiliation de marchés : rapports de présentation, constats de conversion, cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), décisions de résiliation.	2002		
	Ces résiliations de marchés interviennent à la suite de la création de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon (CAGB) en 2001, qui en raison de son statut d'autorité organisatrice des transports de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés sur son aire géographique, oblige le service des transports du Doubs à réorganiser ses circuits autour de Besançon.			
48-57	Autres types de transports	1982-2013		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
48-49	Généralités	1982-2013		
48	Schéma régional et schéma départemental du transport collectif : études, comptes rendus de réunions, délibérations de la commission permanente du Conseil général, projets de schéma.	1982-2009		
49	Organisation des transports de voyageurs : comptes rendus de réunions avec les représentants des collectivités, notes, documents de travail.	2010-2013		
50-51	Transport à la demande (TAD) Le décret n°85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes précise que « le TAD est un service collectif déterminé en partie en fonction de la demande des usagers et dont les règles générales de tarification sont établies à l'avance, et qui est exécuté avec des véhicules dont la capacité minimale est fixée à quatre places, y compris celle du conducteur ». Comme pour les transports scolaires, le Département est compétent pour organiser les services de transport à la demande. Il peut cependant faire assurer tout ou partie de leur mise en œuvre en déléguant, par la signature de convention, la compétence aux communes et à leurs groupements.	1999-2011		
50	Généralités : note (1999), études (2007-2008), rapports et délibérations de la commission permanente du Conseil général (2007-2011), bilans (2004).	1999-2011		
51	Conventions de délégations de service.	1999-2011		
52-57	Transport régulier	1999-2013		
52-56	Lignes exploitées par la société des Monts-Jura et la société Régie départementale des transports du Doubs (RD TD) La société des Monts-Jura exploite les lignes Besançon-Pontarlier (104), Pontarlier-Besançon par Ornans (105), Montbéliard-Mâche (218), Pontarlier-Villers-le-Lac (402), Vallorbe-Pontarlier (406) du 1 ^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2008 puis les lignes Besançon-Pontarlier (A) et Besançon-Pontarlier par Ornans (A express) du 1 ^{er} septembre 2009 au 31 août 2016. La société Régie départementale des transports du Doubs (RD TD) exploite les lignes Rougemont-Besançon (101), Baume-les-Dames-Besançon (102), Mâche-Morteau (301), Mouthe-Pontarlier (407), Levier-Pontarlier (409) du 1 ^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2008 puis la ligne Pontarlier-Montbéliard (B) du 1 ^{er} septembre 2009 au 31 août 2013.	1999-2013		
52	Généralités : note (2007), marché d'étude et d'assistance relatif au diagnostic du contrat de délégation de service public et à l'accompagnement du Conseil général pour le renouvellement de cette délégation (2008-2009), comptes rendus de réunions de la commission consultative des services publics locaux (2009-2012).	2007-2012		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
53	Lignes exploitées par la société des Monts-Jura : conventions de délégation de services publics (1999 ; 2009), rapports d'analyse des offres (2009), rapports de la commission permanente du Conseil général (2009-2010), rapports d'activité de l'exploitant (2006-2012).	1999-2012		
54-56	Lignes exploitées par la société RDTD	1999-2013		
54	Conventions d'exploitation	1999-2009		
55	Rapports d'activité	2006-2011		
56	Renouvellement de délégation de service public : études (2007-2012), programmes (2012), comptes rendus de réunions (2012), offre (2013).	2007-2013		
57	Ligne internationale Couvet-Pontarlier exploitée par la société Les transports régionaux neuchâtelois (TRN) : rapports d'activité de la société TRN (1997-1999), projet de convention (1999), notes (1999-2000), offre du délégataire (2000), comptes rendus de réunions (2010), guides horaires (2002-2011).	1997-2011		
58-73	Partenaires	1950-2010		
58-69	Régie départementale des transports du Doubs (RDTD) La Régie départementale du Doubs a été instituée en 1950 en tant que régie provisoire avec pour mission de substituer progressivement une exploitation routière au service ferroviaire en vigueur. La régie provisoire prend fin avec le décret ministériel du 23 août 1952 autorisant le département du Doubs à exploiter en régie les réseaux de Pontarlier et de Morteau. À partir du 1 ^{er} janvier 1983 la régie devient un établissement public industriel et commercial (EPIC), elle acquiert alors une personnalité morale.	1950-2010		
58	Historique : arrêté préfectoral de création d'une régie provisoire (1950), extraits du <i>Journal officiel</i> (1952), rapports au Conseil général (1950-1982), notes (2000-2008).	1950-2008		
59-69	Fonctionnement : arrêtés préfectoraux, procès-verbaux du comité consultatif, procès-verbaux de la commission d'étude, comptes rendus du conseil d'administration, actes de vente notariés, procès-verbaux de la commission locale de vérification des comptes, budgets d'exploitation, rapports et délibérations du Conseil général, règlement intérieur, statuts, rapports de l'ingénieur des Ponts-et-Chaussées, rapports d'activité, guides horaires, correspondance.	1950-2010		
59	1950-1952			
60	1953-1959			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
61	1960-1964			
62	1965-1970			
63	1971-1979			
64	1980-1981			
65	1982-1983 À noter : règlement intérieur.			
66	1984-1989			
67	1990-1992			
68	1993-2001			
69	2002-2010 À noter : statuts.			
70	Société des Monts-Jura : livrets de présentation (1999-[2008]), guide d'informations des conducteurs (1999), rapport d'activité (2007), bilan comptable (2007).	1999-2008		
71-72	Syndicat mixte des transports du Grand Besançon (TGB) Le syndicat est créé par arrêté préfectoral le 4 novembre 1992. Il a pour mission d'assurer l'organisation et la gestion du service de transport public de voyageurs sur le périmètre constitué des territoires des communes péri-urbaines membres. Il peut également confier par convention au Département du Doubs la prise en charge administrative et financière du transport scolaire relevant de la compétence.	1990-2000		
71	Constitution : études (1990-1991), arrêté préfectoral de constitution (1992), statuts (1992), comptes rendus de réunions (1990-1992).	1990-1992		
72	Fonctionnement : conventions d'assistance à la mise en œuvre (1992-2000), conventions d'affrètement (1993-1998), rapports d'activité (1997-1998), budgets (1997-1999), comptes rendus de réunions du comité syndical (1993-1994), notes (1993).	1992-2000		
73	Communauté d'agglomération du Grand Besançon (CAGB) . – Mise en place du réseau unique de transports : comptes rendus de réunions (2001-2002), outils de communications (2001), n°1 du magazine <i>Grand Besançon</i> (2002), fiches horaires (2004), correspondance (2002).	2001-2004		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
74-76	Suite à la création de la CAGB en 2001, un réseau de transport public unique pour l'agglomération de Besançon s'est mis en place, réunissant en un seul réseau, appelé Ginko, les lignes urbaines de la Compagnie de transports de Besançon (CTB) et les lignes péri-urbaines du Syndicat mixte des transports du Grand Besançon (TGB).	1979-2013		
74	Usagers Titres de transport scolaire : formulaires de demande et cartes de voyageur (spécimens).	1995-2013		
75	Allocation individuelle : formulaires de demande (spécimens).	1986-2000		
76	Listes d'élèves bénéficiaires d'allocation individuelle ou de bourse de fréquentation scolaire.	1979-2000		

À ma connaissance, les archives (documents et leur conditionnement) faisant l'objet du présent versement n'ont pas été stockées dans des locaux amiantés ayant pu les contaminer.

Le chef du service versant :

Les documents ci-dessus mentionnés ont bien été pris en charge par les Archives départementales.

Besançon, le

La Directrice des Archives départementales du Doubs

Nathalie ROGEAUX